

Vive le marché ?

David Cayla

« Ce qui se cache derrière la plupart des arguments contre le marché libre c'est le manque de foi dans la liberté elle-même »

Milton Friedman (1962) [2018], *Capitalisme et liberté*, p. 51.

1- Qu'est-ce que le marché ?

Nous échangeons avec autrui de très nombreuses manières et à de très nombreuses occasions. En discutant les uns avec les autres, en se rendant des services, en collaborant au travail, par l'achat ou la vente. *Toute opération de réciprocité entre êtres humains est un échange, mais tous les échanges ne sont pas marchands et n'impliquent pas d'être organisés par un marché.*

Le **marché** représente le lieu où s'organise un type particulier d'échanges, ceux qui concernent les **marchandises**. Ces dernières correspondent à des biens ou des services standardisés, produits dans le but d'être vendus. Ce qui distingue la **transaction marchande** c'est qu'elle n'implique, en théorie, aucun lien affectif ou personnel. En effet, la très grande majorité des échanges que nous entretenons au cours d'une journée se font avec des proches ou des personnes que nous connaissons. Sur un marché, au contraire, nous échangeons avec des inconnus les marchandises qui nous intéressent.

La transaction marchande fait donc l'impasse sur les autres formes d'échange, celles qui participent à créer des liens sociaux, pour se focaliser sur l'objet échangé. C'est une transaction économique de pur intérêt. Dans ce contexte, se pose évidemment la question du prix auquel l'échange se conclut. Or, sur un marché, acheteurs et vendeurs se trouvent dans une situation de rivalité car leurs intérêts sont à la fois complémentaires (chacun a besoin de l'autre), mais aussi contradictoires. Les uns désirent un prix faible, les autres un prix élevé.

Comment les deux parties parviennent-elles à s'entendre sur un prix ? On pourrait croire que tout est affaire de négociation, de marchandage, et que cela dépend finalement des individualités et du talent de chacun. Mais sur un marché, cela ne se passe pas ainsi. En effet, comme la marchandise est standardisée *on peut comparer les opérations de vente entre elles*. Si ce smartphone s'est vendu 500 euros il y a une heure il sera difficile, pour les deux parties, de s'écarter beaucoup de ce prix. Le marché a donc une fonction essentielle : il permet de déterminer des prix qui sont relativement indépendants des talents de négociation et *qui s'imposent comme une caractéristique des marchandises elles-mêmes, un prix objectif qui résulte des transactions antérieures*.

En fait, le marché sort la transaction d'un simple rapport fondé sur une rivalité interindividuel pour lui substituer un rapport social entre groupes aux intérêts contradictoires. Il crée un **prix conventionnel** qui fait dire à chaque acheteur qu'obtenir ce smartphone pour 490 euros c'est faire une bonne affaire même si, en d'autres circonstances, des vendeurs auraient été prêts à le vendre 400 euros.

Les espérances de chacun se construisent par rapport au prix de marché constaté autour de soi. Le problème est que *ce prix de marché est arbitraire et dépend de la manière dont s'organisent les rapports de force collectifs entre acheteurs et vendeurs*. Si l'ingénieur gagne cinq fois plus que l'aide-soignant, le trader cinq fois plus que l'ingénieur et le footballeur cinq fois plus que le trader, ce n'est certainement pas en raison d'un quelconque impératif économique. Après tout, la contribution sociale

du travail du footballeur n'est pas forcément plus grande que celle de l'aide-soignant. La différence est que le footballeur pourra profiter d'une concurrence entre les club européens qui s'arrachent les stars à prix d'or pour attirer les spectateurs et les droits de diffusion (droits dont la valeur est elle-même déterminée par des prix de marché), alors que l'hôpital est financé par des dépenses publiques que la doxa actuelle incite à réduire.

Finalement, *le marché a pour fonction, non seulement de faciliter les échanges, mais surtout de déterminer un système de prix, conséquence de rapports sociaux, par nature déséquilibrés, entre groupes rivaux.* Or, les prix créés par le marché engendrent eux-mêmes des normes sociales et « naturalisent » les hiérarchies économiques, justifiant ainsi qu'un footballeur soit rémunéré 125 fois plus qu'un aide-soignant.

2- Le non marchand : une dimension fondamentale de l'activité économique

La plupart des économistes aiment présenter le marché comme une institution neutre qui permettrait d'organiser le système économique de manière efficace et performante. Mais en réalité, *aucune économie ne peut être efficace sans reposer sur de très nombreuses fonctions non marchandes.*

Contrairement à l'adage de Montesquieu, le commerce ne favorise pas la paix. *C'est la paix, au contraire, qui permet le commerce.* Pour que le marché existe, il faut donc une société qui garantisse la sécurité et favorise la **confiance**. Cette sécurité est le produit de nombreux services non marchands produits par les **institutions**. Elle ne concerne pas la seule sécurité « physique » des biens et des personnes mais inclut toutes les protections sociales. *La retraite, l'éducation, la santé, le logement... sont autant de services fondamentaux qui protègent les citoyens de la crainte du manque.* L'investissement et la consommation reposent en effet sur une confiance minimale que peuvent avoir les gens quant à leur propre sécurité ou à celle de leur patrimoine.

La **richesse non marchande** correspond à une forme de richesse qui n'est pas payée par l'utilisateur mais financée dans le cadre d'un système de solidarités collectives. En France, l'essentiel de la richesse non marchande est fournie par les **administrations publiques** telles que l'État. Elle repose en majeure partie sur le travail de fonctionnaires, un travail intimement lié à l'idée que se font les agents de leur utilité sociale. Comme son nom l'indique, le fonctionnaire est en charge d'une fonction : enseigner, soigner, contrôler, juger... *Cette fonction implique une éthique particulière, d'autant plus qu'elle s'adresse non à des clients mais à une population captive.* En effet, on ne choisit pas son enseignant ou le policier qui patrouille en bas de chez soi comme on choisit un coiffeur ou sa boulangerie. La neutralité et le sens du devoir du fonctionnaire sont la contrepartie du caractère non marchand et non concurrentiel de son travail. Son indépendance est garantie par un **statut** qui le protège d'une radiation de convenance de la part de sa hiérarchie.

On retrouve un engagement similaire du côté des **associations caritatives** qui fournissent également une part importante de la richesse non marchande. Ces associations fonctionnent en partie grâce à un vaste réseau de bénévoles qui travaillent dans le but de contribuer à l'utilité sociale et de promouvoir certaines valeurs.

Mais toute activité non marchande n'est pas nécessairement institutionnalisée. Une grande partie de la richesse est non seulement non marchande mais également **non monétarisée**. Cette sorte de richesse échappe à toute valorisation économique et n'entre donc pas dans le calcul du **Produit intérieur brut**, contrairement à la richesse non marchande des administrations publiques et des associations caritatives qui est elle comptabilisée à hauteur de son coût de production.

Beaucoup de travail se réalise en dehors de la sphère monétaire, souvent dans un cadre intime, pour soi ou pour ses proches. Au cours de l'histoire, la plupart des communautés villageoises ont vécu et produit plus ou moins en autarcie et en l'absence de monnaie. Dans le cadre de cette production (que les économistes nomment « production domestique »), *il n'y a pas une distinction claire entre l'aspect relationnel et l'aspect économique de l'échange*. Les dons créent des relations sociales autant que des échanges économiques. Aider un ami à déménager, garder ses petits-enfants, faire pousser des tomates dans son jardin et les offrir à son voisin constituent des services utiles substituables à un service marchand mais, contrairement à ce dernier, participent aussi à créer du lien social.

Dans son texte, *Essai sur le don*, l'anthropologue Marcel Mauss démontre que les liens sociaux et affectifs entre les personnes sont souvent créés dans le cadre d'échanges de biens et de services qui prennent la forme d'un échange de dons qu'il nomme le « **potlatch** ». Contrairement à la marchandise, *les dons du potlatch ne sont pas standardisés mais différenciés, ce qui fait qu'ils n'ont pas de valeur sociale objective, mais une valeur « sentimentale » intimement liée au type de relations qu'entretiennent les personnes entre elles*.

En somme, *l'échange marchand n'est qu'une manière parmi d'autre de produire et de d'échanger des richesses*. Si l'échange marchand repose sur l'intérêt, l'échange non marchand repose sur des valeurs tandis que l'échange non monétarisé repose sur l'entretien de liens d'affection personnels. Si la part de ces trois formes de richesses peut varier d'une société à l'autre, elles remplissent des *fonctions sociales différentes* et sont davantage complémentaires que substituables.

3- L'échange ne représente qu'une composante partielle des rapports sociaux

Qu'il soit marchand, non marchand ou non monétarisé, l'échange repose sur une forme de réciprocité entre égaux. Le don doit être rendu, l'achat doit être payé et le travail des fonctionnaires rémunéré collectivement.

Mais une société n'est pas seulement constituée d'égaux échangeant librement entre eux. Dans son livre *Dettes : 5000 ans d'histoire*, l'anthropologue David Graeber note qu'il existe au moins deux autres systèmes de relations sociales autour desquels les relations humaines se nouent. Tout d'abord, toute aide n'implique pas forcément un contre-don. On peut indiquer son chemin à un inconnu ou rapporter un objet trouvé sans pour autant attendre quoi que ce soit en retour. C'est ce que Graeber appelle le « communisme » fondamental de toute sociabilité humaine qui repose sur le célèbre adage des socialistes du XIX^{ème} siècle : « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

Un autre système de relations est celui qui se crée entre personnes de statut différent. Dans les relations de ce type, les rapports sociaux s'inscrivent dans un cadre hiérarchique qui implique qu'une des parties se trouve dans l'impossibilité de rendre ce que l'autre lui offre. Par exemple, les relations parents/enfants, maître/élève ou patron/employé sont des relations fondées sur des rapports inégaux dans lesquelles il serait vain de chercher une forme de réciprocité.

En fait, *toute société inclut des relations hiérarchiques qui sont parfois implicites*. Ainsi, Graeber estime que les penseurs en sciences sociales qui tendent à réduire toute expérience sociale à l'échange, non seulement prennent le risque d'évacuer les autres formes de relations, mais surtout effacent de leurs modèles la réalité de l'existence d'une grande majorité de personnes pour lesquelles la vie quotidienne est impossible à réduire à un échange mutuellement profitable. En effet, *comme la société n'est pas un ensemble homogène d'individus égaux entre eux, derrière de nombreuses relations qui pourraient passer pour des formes d'échange se nouent en fait des rapports de domination qui sont le produit d'inégalités sociales préexistantes*.

C'est par exemple un mythe d'économistes de croire qu'un contrat de travail pourrait être analysé comme un simple échange entre égaux sur un marché du travail. Le contrat de travail est en réalité un rapport social qui implique des individus de statut différents. Dès l'entretien d'embauche, et tant que les deux parties seront en relations, celui qui achète le travail établit un rapport d'autorité vis-à-vis de la personne qui vend sa force de travail. Dans un tel cadre, il est vain d'espérer un « marché du travail » fonctionnant comme un simple échange marchand entre personnes qui commercent librement.

Les rapports marchands ne peuvent être extraits du substrat social auquel ils appartiennent. Les rapports de domination qui existent au sein des sociétés influencent évidemment la manière dont les personnes contractent sur les marchés et participent à la manière dont les systèmes de prix s'établissent. Dès lors, *les prix ne peuvent être indépendants des hiérarchies sociales et les marchés, même parfaitement concurrentiels, ne peuvent garantir ni équité ni justice économique.*

Lexique

Administrations publiques : C'est l'ensemble des institutions publiques qui participent à la production de services publics d'intérêt général. On y inclut l'État et ses agences, les collectivités territoriales et les organismes de protection sociale.

Association caritative : Ce sont les associations qui produisent des services sociaux gratuits ou quasi gratuits pour aider les populations fragiles ou en difficulté (les restos du cœur, Emmaüs, Médecins du monde, le Mouvement français pour le planning familial...)

Confiance : l'état dans lequel on se trouve lorsqu'on se sent en sécurité et qu'on considère autrui comme un partenaire potentiel et non une menace.

Échange : c'est lorsque deux personnes d'égal statut social se rendent mutuellement des services.

Institution : c'est une structure sociale, formelle ou informelle, qui participe à l'organisation de la société.

Marché : c'est le lieu réel ou virtuel dans lesquels on s'échange des marchandises.

Marchandise : c'est un bien ou service standardisé qui a été produit dans le but d'être vendu.

Potlatch : un échange de dons dont l'objectif principal est de créer ou d'entretenir un lien social entre les participants.

Prix conventionnel : c'est le prix considéré comme normal par ceux qui commercent. Le marché est la principale institution qui détermine les prix conventionnels, mais les autorités publiques peuvent aussi les instituer.

Produit intérieur brut : représente l'ensemble de la richesse monétarisée, marchande et non marchande, créée pendant une période donnée.

Richesse non marchande : c'est la richesse, c'est-à-dire l'ensemble des biens et services dont on a l'utilité, qui a été produite et payée mais qui n'est pas destinée à être vendue.

Richesse non monétarisée : c'est une forme de richesse qui a été produite sans que sa production ne donne lieu à des transactions monétaires.

Statut de la fonction publique : c'est un statut qui garantit l'indépendance et la neutralité des fonctionnaires et leur permet d'assurer un service public de qualité.

Transaction marchande : c'est un échange marchand fondé sur une relation d'intérêt mutuel qui est dépourvue de toute relation personnelle entre les participants.

Morale

Le marché n'est pas une simple institution qui organise les échanges marchands. C'est aussi un système qui produit des prix conventionnels, c'est-à-dire qui classe et hiérarchise les valeurs économiques en donnant des prix à chaque marchandise. Le marché organise des transactions qui sont censées être mues par le seul intérêt et dépourvues de tout lien affectif. Mais la société se construit à partir de liens sociaux fondés sur les affects dans lesquels il existe des rapports de domination. De fait, si l'on sort de la fiction d'individus qui commercent de manière parfaitement libre et sur un pied d'égalité, on doit constater que le marché est rarement un outil d'émancipation. Au contraire, il tend à institutionnaliser les inégalités sociales sur le plan économique et participe à les légitimer.

Références

Askenazy, Philippe (2016), *Tous rentiers ! Pour une autre répartition des richesses*, Odile Jacob.

Cayla, David (2018), *L'Economie réelle face aux modèles trompeurs*, De Boeck Supérieur.

Graeber, David (2013), *Dettes : 5000 ans d'histoire*, Les liens qui libèrent.

Mauss, Marcel (1923-1924), « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *L'année sociologique*.

Polanyi, Karl (1944) [1983], *La Grande Transformation*, Gallimard.